

OMALIUS



Les réseaux sociaux: un outil efficace pour les étudiants?

Recherche menée par Anne-Sophie Collard



© Benjamin Brellet

Dans le cadre d'un cours de sémiotique (étude des signes et de leur signification) qu'elle donne aux étudiants de bloc 3, Anne-Sophie Collard, professeure en information et communication à l'UNamur, s'est intéressée à la manière dont ces jeunes travaillent ensemble pour leurs travaux de groupe. Sont-ils ouverts à différentes manières de collaborer? Utilisent-ils des outils collaboratifs numériques en dehors des travaux de groupe? Sont-ils bien préparés au monde du travail? Les résultats sont étonnants.

intéressés aux pratiques collaboratives et aux outils de communication qu'ils mettaient en place dans et en dehors des cours et qui leurs seraient utiles plus tard », explique l'enseignante.

Créer des supports de communication réels

Cette recherche, entamée en novembre 2016, a été menée en collaboration avec Anne-Catherine Lahaye (collaboratrice didactique en communication à l'UNamur) et Johan Tirtiaux (évaluateur de PUNCH, Pédagogie Universitaire Namuroise en CHangement). Elle a été mise en œuvre sur le terrain par Jerry Jacques (chercheur postdoctoral impliqué dans la recherche LITME@WORK sur les pratiques de collaboration à distance des travailleurs). Le cours de sémiotique d'Anne-Sophie Collard propose depuis 2013 une pédagogie originale: les étudiants doivent produire en groupes une maquette d'un outil de communication (homepage d'un site Web, bannière Facebook, affiche publicitaire...) pour un commanditaire réel.

Suite page 5

C'est une certitude, les jeunes aujourd'hui utilisent essentiellement les réseaux sociaux pour communiquer dans tous les aspects de leur vie: privée (affective, familiale et amicale), professionnelle (jobs d'étudiants, stages) et universitaire (cours, kots-à-projets, cercles). Facebook, plus particulièrement, leur permet de rester connectés. Mais qu'en est-il quand ils

doivent s'organiser, mettre en place un projet, créer de toutes pièces un outil de communication dans le cadre d'un cours? C'est ce qu'a voulu analyser Anne-Sophie Collard. « Nous voulons que nos étudiants acquièrent des pratiques professionnelles efficaces dès leur cursus, et nous savons que le monde professionnel évolue de plus en plus vers le travail collaboratif et à distance. Nous nous sommes donc



Pages 2 & 3

L'UNamur forme aux métiers de demain



Page 4

PUNCH 2.0
Les pédagogies innovantes



Page 7

L'INVITÉ Maxime Prévot
Sa vision de l'UNamur

L'UNamur forme ses étudiants

Les besoins de la société évoluent sans cesse. Qu'ils touchent aux domaines des sciences, de l'informatique ou de la médecine, ils nécessitent de former les jeunes à de nouvelles spécialités. Depuis toujours, l'Université de Namur veut confronter ses étudiants aux réalités de terrain pour les rendre plus efficaces sur le marché du travail. Elle adapte d'ailleurs son enseignement en conséquence. À la rentrée prochaine, de nouvelles finalités seront proposées. Focus sur quatre d'entre elles.

Un dossier réalisé par Sophie Arcq & Noëlle Joris



© tracesdelumiere.com

À la croisée de la biologie, de la physique et des sciences de la vie

L'homme a toujours été exposé aux rayonnements ionisants provenant de sources naturelles. Comme le rayonnement cosmique arrivant à la surface de la Terre. Comme le gaz radon radioactif formé par l'uranium présent dans le sol et les roches. Ou encore, comme les radiations lors de missions spatiales. Parvenir à étudier les interactions entre ces types de rayonnements ionisants et les cellules vivantes est la démarche au cœur de la nouvelle spécialisation en Physique du vivant du master en sciences physiques proposée par l'UNamur dès septembre 2017. Un domaine crucial pour l'humain, pour aujourd'hui comme pour demain.

Crucial, parce que la Physique du vivant, en étudiant les interactions entre les rayonnements et les cellules vivantes, permet de développer d'une part des stratégies de radioprotection, c'est-à-dire les mécanismes permettant de protéger de rayonnements néfastes toutes les personnes qui y sont exposées (comme les astronautes par exemple), et développer d'autre part, dans le domaine de la radiothérapie, de nouveaux traitements contre le cancer.

« La finalité en Physique du vivant croise la physique et la biologie. Elle a donc une dimension multidisciplinaire. Par ailleurs, c'est une manière de toucher aux sciences de la vie, du vivant, et au domaine de la santé, autrement que par les filières classiques de médecine ou de médecine vétérinaire », explique Anne-Catherine Heuskin, responsable du développement de la finalité Physique du vivant. Avec à la clé, des débouchés professionnels multiples dans des professions qui



© Benjamin Brolet

nécessitent des connaissances en radiobiologie, en biologie et en physique des radiations. « Il y a principalement trois secteurs concernés par ces domaines: les hôpitaux à travers la radiothérapie et la médecine nucléaire, la recherche en radiobiologie et en radioprotection et les entreprises de biotechnologies et les fabricants d'accélérateurs de particules », précise Anne-Catherine Heuskin.

Une formation unique en Fédération Wallonie Bruxelles. L'Université de Namur est en mesure de la proposer aux bacheliers en physique, grâce notamment à son expertise en la matière développée au sein de son Institut de recherches NARILIS (Namur Research Institute for Life Sciences) mais aussi grâce à son équipement de pointe composé d'accélérateurs de particules et de plateformes technologiques performantes.

Se former à accompagner les professionnels dans le changement

Implémenter un logiciel de gestion des brancardiers, développer de nouvelles séquences d'apprentissage suite au vote d'un nouveau décret dans l'enseignement, apprendre à travailler dans une nouvelle équipe: les exemples de situations où les travailleurs doivent faire preuve de flexibilité et d'adaptation ne manquent pas. Chaque jour, ils sont amenés à acquérir de nouvelles compétences pour suivre l'évolution de leur environnement de travail. Et aujourd'hui, dans des contextes sociaux, économiques, politiques et technologiques en constant changement, le phénomène ne cesse de s'intensifier. Au sein des entreprises, des responsables se retrouvent ainsi de plus en plus souvent confrontés à l'accompagnement des travailleurs dans ces mutations. Tâche pour laquelle, bon nombre de ces professionnels ne sont ni préparés, ni formés. « Et quand les équipes ne sont pas soutenues, accompagnées dans cet exercice, elles connaissent régulièrement des situations d'épuisement et de souffrance au travail », analyse Sephora Boucenna, membre du Département Éducation et Technologie (DET) de l'UNamur.

C'est sur la base de ces constats, que l'UNamur, en collaboration avec l'UMons et l'Henallux, a mis sur pied un « Master de spécialisation en accompagnement des professionnels ». Objectif? Former des coaches, des responsables d'équipes, des conseillers, à soutenir le développement professionnel des travailleurs. « Les acteurs de quatre secteurs sont



© baranq - Fotolia

ciblés », précise Sephora Boucenna, coordinatrice de ce nouveau Master, « Celui de la santé avec par exemple des infirmiers en chef, des directeurs d'institutions de soins, ou encore des enseignants dans le domaine de la santé. Celui du social avec des directeurs d'associations ou des responsables d'équipes de travailleurs sociaux. Celui des entreprises et des administrations publiques et de l'entrepreneuriat social. Et enfin, le secteur de l'éducation et de la formation avec des conseillers pédagogiques, ou encore des directeurs d'établissements ».

Cette formation, unique en Wallonie, est accessible à tous les détenteurs d'un master à condition de justifier d'une expérience professionnelle dans le champ de la formation des adultes et/ou de l'accompagnement. Elle s'adresse donc à des professionnels. C'est pourquoi elle sera donnée à horaire décalé les mardis et jeudis en soirée ainsi que le samedi.

Ce que l'UNamur propose également:

- Master de spécialisation en études du genre (60 crédits)
- Master en architecture transmédia, à finalité spécialisée (120 crédits)
- Master en cybersécurité, à finalité spécialisée (120 crédits)
- Master en management de l'innovation et de la conception des aliments (120 crédits)
- Certificat interuniversitaire en collecte, transmission et valorisation du patrimoine culturel immatériel
- Certificat en gestion animalière
- Certificat interuniversitaire en intervention auprès des personnes en double diagnostic (déficience intellectuelle et problèmes de santé mentale)
- Certificat interuniversitaire en management innovant des organisations et réseaux de soins
- Certificat interuniversitaire en analyse sociale et développement d'alternatives en contexte socio-professionnel

aux métiers de demain

Mieux appréhender les Big Data, une réponse aux besoins de la société

Aujourd'hui, les données sont omniprésentes: sur les clouds, le web, les réseaux sociaux... Elles nous aident à communiquer, à réaliser des tâches journalières en s'appuyant sur des technologies numériques. Elles constituent un enjeu majeur pour les organisations qui peuvent les exploiter à des fins analytiques et ce, pour mieux supporter leurs processus de décision. Il devient donc indispensable de pouvoir utiliser, traiter et analyser ces données de masse (ou *Big Data*) générées aussi bien par les citoyens que dans des organisations de secteurs divers: les banques, le secteur public, la santé, l'industrie... L'UNamur mettra en place dès la rentrée 2017 une formation unique, dans une logique interdisciplinaire et en adéquation avec les exigences du marché du travail. Cette finalité a pour but de former des analystes et des développeurs de solutions: « Il y a une vraie demande aujourd'hui de la part de toute une série d'organisations qui ont besoin d'experts formés en *data science*. Or il n'existait pas encore de diplôme ayant ce label spécifique! », explique Benoît Frenay, professeur à la Faculté d'informatique. Cette nouvelle finalité spécialisée sera proposée dans trois masters existants: en informatique, en ingénieur de gestion ainsi qu'en mathématique. Elle



s'adresse à deux types de public: les étudiants ainsi que les travailleurs ayant déjà un diplôme dans l'une de ces trois disciplines et qui souhaitent se spécialiser en *data science*. L'UNamur possède une grande expérience en matière de *Big Data*, en Faculté d'informatique mais pas seulement:

« Le Département de mathématique a une expertise reconnue en mathématiques appliquées, entre autres en systèmes dynamiques, grands réseaux, optimisation et statistiques » décrit le professeur Renaud Lambiotte qui donnera un cours d'analyse des grands réseaux.

L'originalité de cette formation namuroise porte également sur l'intégration des professeurs en sciences de gestion. « Ils apporteront des compétences dans le domaine du management de l'information », explique Stéphane Faulkner, professeur au Département des sciences de gestion, « notre Université a toujours été reconnue en Belgique dans les domaines de la gestion et de l'ingénierie des données ». Le programme s'articulera autour de cours sur le *Big Data*, le *machine learning* et le *data mining*, la visualisation des données, la *business intelligence* ou encore l'analyse de graphes. Cette formation est accessible aux étudiants des trois masters cités ci-dessus, des passerelles sont aussi possibles.

Nouvelles formations: comment ça marche?

© Benjamin Brolet



3 questions à Muriel Lepère,
vice-rectrice à l'enseignement

1 Combien de temps cela prend-il entre l'idée d'une nouvelle formation et son aboutissement?

Cela peut varier d'une formation à une autre, parfois il faut trois à quatre ans pour élaborer un projet mais généralement il se monte en une à deux années. Les nouvelles formations se créent sur la base de l'expertise d'un académique de l'UNamur, il en est le responsable. Il faut ensuite que ce projet soit adossé à de solides recherches réalisées au sein de l'Institution et qu'il soit cohérent par rapport à la stratégie de la faculté concernée et plus largement à celle de l'UNamur. Puis, on regarde avec quels partenaires extérieurs (d'autres universités, hautes écoles, écoles supérieures des arts) on peut travailler. Enfin, il faut que cette nouvelle formation réponde aux besoins de la société, dans le respect de la formation universitaire. Elle doit être pertinente.

2 Quelles sont les difficultés éventuelles?

C'est tout d'abord un travail énorme pour le porteur de projet, qui doit l'assumer en plus de sa charge habituelle d'enseignement et/ou de recherche. Il faut aussi arriver à rassembler toutes les expertises possibles, sans en oublier, en respectant les sensibilités internes à l'Institution et externes. Cela demande beaucoup de diplomatie. Ensuite, il est quasiment nécessaire de codiplômer aujourd'hui en Fédération Wallonie-Bruxelles. Or, il ne faut pas le faire par principe. L'étudiant doit d'y retrouver, et ne pas perdre du temps et de l'argent dans des déplacements. Il apprécie aussi que son diplôme ait une identité. Avec la codiplomation, il est parfois difficile pour l'étudiant de savoir s'il obtient un diplôme estampillé « UNamur » ou d'une autre Institution partenaire. Il faut être très vigilant par rapport à cela.

3 Comment évoluent ces nouvelles formations?

Comme vice-rectrice à l'enseignement, j'ai instauré à mon arrivée il y a quatre ans que les nouvelles formations soient évaluées systématiquement après trois ans. Un comité de gestion est d'ailleurs mis en place pour chaque projet. On évalue l'aspect financier, la pertinence de la formation, si celle-ci apporte quelque chose aux étudiants, et enfin on voit si elle peut être pérennisée dans le temps.

Une formation pour anticiper la ruralité du futur

C'est unique en Fédération Wallonie-Bruxelles. Dès la rentrée 2018, un tout nouveau master 120 sera proposé en Smart Rurality. L'UNamur sera l'université de référence pour cette formation organisée avec l'UCL et l'ULg. Parallèlement au concept de Smart City (la ville de demain), la Smart Rurality se réfère au développement des zones rurales en mutation, pour redéfinir la ruralité en favorisant le bien-être des habitants et le développement économique et environnemental: « L'intérêt de cette formation est qu'elle touche diverses disciplines (la géographie, la biologie, la médecine vétérinaire, l'agronomie par exemple) et qu'elle est dans l'ère du temps. Les jeunes s'intéressent beaucoup aujourd'hui à la défense de la planète et à l'agriculture de demain », explique Anne Lemaître, doyen de la Faculté des sciences. Cette formation, très concrète, répond par ailleurs à un besoin socio-économique et culturel venant de collectivités, d'entreprises et de citoyens. Un projet porté par un professeur issu du Département de géographie, Nicolas Dendoncker, dont c'est le thème de recherche. Le programme encourage la mobilité des étudiants entre les différentes implantations (avec un maximum d'un ou deux campus par quadrimestre). Un projet collectif sur le terrain sera également proposé. Les étudiants pourront choisir parmi différentes spécialisations: diagnostic et prospective territoriaux, médiation et transition environnementales, nouvelles agricultures et circuits courts, analyse et gestion de l'information ou encore enjeux et méthodes géographiques. Les débouchés de cette formation sont nombreux: dans les services publics liés à la ruralité (à la Région wallonne, par



exemple), dans des structures telles que l'asbl Natagrival ou encore dans des bureaux d'études et les associations promouvant le développement rural (les Groupes d'Action Locale), sans oublier les entreprises privées. Le programme sera accessible directement aux détenteurs de bacheliers en sciences géographiques, géologiques, biologiques ou bio-ingénieur. Il pourra également être suivi avec une passerelle de 30 à 60 crédits pour les détenteurs de diplômes de bacheliers (haute école de type long) en ingénieur industriel en agronomie, ou avec une passerelle de 30 à 45 crédits pour les détenteurs d'un diplôme de bachelier (haute école de type court) en agronomie. Enfin, en cas de diplôme non cité ci-dessus, l'acceptation et la passerelle seront étudiées sur base du dossier personnel introduit.

Sabine Henry

« Le projet PUNCH: une révolution silencieuse »

Remettre la pédagogie au centre du projet universitaire, c'était l'objectif du projet PUNCH (pour Pédagogie Universitaire Namuroise en Changement) lancé à l'UNamur en 2012. Cinq ans plus tard, il se clôture. Dix projets de pédagogies innovantes ont été financés et concrétisés au sein des Facultés. L'heure est donc au bilan et à la mise en perspective. Sabine Henry, présidente du comité de pilotage du projet PUNCH, répond à nos questions.



© Benjamin Brolet

Omalius: Quelles sont les pédagogies innovantes mises en place à l'UNamur qui vous ont le plus marquée ?

Sabine Henry: Il y a un projet que j'aime beaucoup: ChimPhy², en bloc 3 de médecine vétérinaire. L'idée est d'utiliser des vidéos dans les cours de sciences fondamentales en bloc 1 (en chimie et en physique) pour montrer aux étudiants l'intérêt de ces matières dans les cours qu'ils auront en bloc 3. Nous avons souvent des étudiants qui ont des cours généraux en bloc 1 et qui considèrent que ces matières vont les éliminer, qu'elles ne servent à rien. Ils ne comprennent pas l'importance des sciences fondamentales pour leur propre discipline. Ce projet est généralisable, il permettrait aux étudiants de bloc 1 de ne pas être découragés dès la première année par des cours de base dans leur discipline mais qu'ils n'ont pas choisis. Cela leur permet de comprendre le sens de ces cours.

O. : Quel bilan peut-on dresser du projet PUNCH ?

S.H.: Depuis un an, le comité de pilotage de PUNCH a élaboré un plan d'action qui comprend plusieurs dizaines de mesures à prendre à l'avenir. Il est réparti en cinq axes. Nous l'avons proposé au Conseil d'administration. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision, pour déterminer les actions à mettre en place par l'Université de Namur si elle souhaite continuer à être leader en matière pédagogique. Pour chaque action, nous avons défini les ressources nécessaires: la technique comme l'utilisation des vidéos en cours ou les smartphones, des locaux adaptés aux travaux par petits groupes. Ainsi, nous avons un projet PUNCH en physique où les étudiants ont appris à construire une fusée. C'est un chouette projet pour apprendre l'intérêt de la physique dès la première année. L'une des difficultés rencontrées par les étudiants était la capacité de stocker le matériel. Nous nous sommes rendu compte qu'à l'avenir, si nous mettons en place davantage de travaux de groupes, il nous faudra plus de locaux adaptés qui puissent faciliter ces échanges. Ce plan d'action a été validé par le Conseil d'administration, qui a d'ailleurs choisi la version la plus ambitieuse. C'est un geste fort qui montre que l'Université souhaite mettre l'enseignement au centre des enjeux pour l'avenir.

O. : Du côté de l'étudiant, que ls sont les résultats ?

S.H.: Certains professeurs ont accepté d'être évalués, c'est le cas d'Éric Marchand en médecine. Il était assez insatisfait

des notes ainsi que de la maîtrise des notions de base par ses étudiants après avoir suivi un cours *ex-cathedra*. Il a testé la méthode de la classe inversée (il s'agit pour les étudiants de voir des vidéos et/ou de réaliser des lectures avant le cours. En auditoire, on leur propose des questionnaires et on approfondit certaines notions). Dans ces cours, la moyenne des notes était un peu plus élevée. Mais surtout, quand on a évalué cette pédagogie auprès des étudiants, ceux-ci étaient beaucoup plus positifs, ils ont eu l'impression d'avoir appris plus de choses en profondeur.

Un marché pédagogique

Le 16 mai dernier, une conférence « PUNCH 2017 » était organisée à l'UNamur. L'occasion de rassembler les professeurs de l'Université ainsi que des confrères d'autres établissements d'enseignement supérieur. Un bilan du projet PUNCH a été présenté par Muriel Lepère, la vice-rectrice à l'enseignement. L'après-midi, un « marché pédagogique » était organisé : « Nous avons mis en place une dizaine d'échoppes, tenues par soit un « puncheur » c'est-à-dire quelqu'un qui a reçu un financement PUNCH pour un projet, soit par d'autres collègues qui ont mis en place des pédagogies innovantes. Les participants étaient invités à venir s'inspirer, prendre des idées comme l'utilisation de pièces de puzzle pour évaluer un cours par exemple », explique Sabine Henry. L'objectif était de susciter le dialogue et de permettre aux participants de poser des questions pratiques, pour pouvoir à terme inciter les enseignants à se lancer dans un changement.

O. : Est-ce la fin des cours ex-cathedra ?

S.H.: Pas forcément, parce qu'ils fonctionnent très bien pour certains professeurs et certains étudiants. Mais on peut augmenter l'interaction entre le professeur et l'étudiant, ainsi

qu'entre les professeurs et les étudiants eux-mêmes. On peut collaborer beaucoup plus. Les professeurs entre eux, ce sera sans doute un élément important pour la suite de PUNCH. La collaboration entre les étudiants est beaucoup plus facile à intégrer, ils fonctionnent déjà très fort en tribu. L'interaction entre le professeur et l'étudiant peut se faire soit via des boîtiers de vote pendant le cours, soit via un projet de groupe ou des séances individuelles.

O. : À quoi doit ressembler la pédagogie de demain à l'Université ?

S.H.: Elle doit passer par la diversité des méthodes pédagogiques! En fonction de l'objectif de son cours, le professeur peut choisir une méthode pédagogique appropriée. Si je veux évaluer certaines compétences, un cours *ex-cathedra* avec une évaluation écrite à la fin n'est pas toujours le meilleur moyen pour le faire. L'approche par projet, comme la construction de fusées en physique, permet d'évaluer une série de compétences mais pas toutes. Donc, demain nous ferons beaucoup plus attention à couvrir la diversité de compétences. Un jeune qui se présente sur le marché du travail doit connaître une série de notions liées à sa discipline. Mais il doit aussi être capable de travailler en groupe, de respecter des délais, d'écrire et de communiquer correctement.

O. : À titre personnel, que reprenez-vous du projet PUNCH ?

S.H.: En quatre ou cinq ans, PUNCH est devenu une évidence au sein de l'UNamur. Aujourd'hui, on a l'impression qu'il est logique que l'Université remette l'enseignement au cœur de son projet. On a vécu une sorte de « révolution silencieuse ». Finalement, en peu de temps et sans heurts, il est devenu évident qu'il faut améliorer nos pratiques pédagogiques, que certaines méthodes sont nécessaires et que les cours *ex-cathedra* ne sont plus la seule manière de donner cours. Je voudrais que l'on continue à donner les moyens aux professeurs d'être innovants, qu'on leur donne un cadre, qu'on lève les freins administratifs. J'espère qu'à l'avenir nous relèverons ces nombreux défis.

Propos recueillis par
Sophie Arcq

LES RÉSEAUX SOCIAUX: UN OUTIL EFFICACE POUR LES ÉTUDIANTS?

Recherche menée par Anne-Sophie Collard

© Benjamin Brolet

Suite de la page 1

Chaque groupe fonctionne comme une agence de communication et, à la fin, les différents projets sont évalués par le commanditaire, qui en sélectionne un. « C'est lors de la mise en place de ce dispositif pédagogique que je me suis questionnée. Concrètement, pour chaque étape du projet, comment les étudiants allaient-ils échanger leurs idées et les concrétiser? Je me suis inspirée de mes propres pratiques professionnelles », explique Anne-Sophie Collard, « entre collègues, lorsque nous travaillons à plusieurs et à distance sur un même projet, nous utilisons la plateforme collaborative Google drive ».

Une division du travail soutenue par Facebook

En parallèle, Anne-Sophie Collard a élaboré le projet interuniversitaire LITME@WORK financé par la politique scientifique fédérale et pour lequel travaille Jerry Jacques. Il analyse les compétences numériques et médiatiques des travailleurs dans un environnement professionnel collaboratif et à distance (coworking, télétravail). L'objectif est d'identifier ces compétences et les outils utilisés (les clouds tels que DropBox, les logiciels tels que Skype, Trello) pour organiser le travail et collaborer en se trouvant sur plusieurs sites. « C'était le même principe pour mes étudiants: il y avait les ateliers lors desquels ils se rencontraient, mais ils travaillaient également à distance en dehors du cours. Les pratiques qu'ils mettaient en place pour collaborer m'ont intéressés », ajoute-t-elle. La recherche est alors menée sur cinq groupes d'étudiants, et se déroule en deux vagues d'entretiens individuels. Lors de la première, un membre de chaque groupe est interrogé sur ses pratiques

de collaboration habituelles à l'Université et en dehors. « Sans grande surprise, on constate que les étudiants utilisent principalement les réseaux sociaux, le mail étant limité aux messages « officiels ». C'est surtout Facebook qui est utilisé et de manière continue. Quel que soit le contexte dans lequel les jeunes se trouvent, ils communiquent avec les mêmes outils. Ils ont aussi tendance à reproduire les mêmes façons de collaborer: ils répartissent le travail puis poursuivent chacun de leur côté, en terminant par assembler les morceaux et veiller à la cohérence de l'ensemble. Facebook leur permet de se tenir au courant, de s'entraider et d'échanger des fichiers », explique Anne-Sophie Collard.

Les limites de la communication via réseaux sociaux

La seconde vague d'entretiens porte sur la collaboration dans le cadre du projet à réaliser pour le commanditaire réel: « Là, nous avons voulu savoir si les étudiants fonctionnaient par routine ou si le dispositif les amenait à mettre en place d'autres manières de collaborer et de communiquer ». Les professeurs proposent aux jeunes de réaliser un travail créatif qui nécessite une « réelle » collaboration et d'utiliser la plateforme Google drive comme outil d'écriture collective. Avec quel résultat? « Tout d'abord, ils continuent à utiliser les réseaux sociaux pour se donner rendez-vous ou s'échanger des feedback. Mais ils utilisent aussi l'outil proposé pour échanger leurs idées et construire vraiment ensemble la maquette ». En continuant à communiquer dans le cadre de leur travail sur les réseaux sociaux, les jeunes ont aussi pu en mesurer les limites, constate Anne-Catherine Lahaye, qui a codirigé ce projet. « Ce n'est pas facile, dans un groupe de discussion, de faire le point à plusieurs sur ce qui ne fonctionne pas dans

un projet. On liste les parties à corriger dans un rapport, en intégrant ensuite les commentaires dans le travail », décrit l'enseignante. « Cela montre que les réseaux sociaux ne sont pas nécessairement le moyen de communication le plus adéquat dans le cadre d'un travail collaboratif à distance ».

À l'unif, et déjà pros de la com'

Un dernier constat dressé lors de cette recherche porte sur la comparaison entre les pratiques mises en place par les étudiants pour communiquer dans le cadre de leur cours, et celles utilisées par les travailleurs dans le cadre d'un environnement de travail collaboratif et à distance: en utilisant et en intégrant les nouveaux outils de communication pour le projet, les étudiants vont parfois plus loin que certains travailleurs. L'Université est en effet aussi un laboratoire au sein duquel certaines pratiques peuvent être expérimentées. « Nos étudiants vont donc peut-être amener des pratiques nouvelles dans les entreprises, en phase avec l'évolution du monde professionnel d'aujourd'hui », conclut Anne-Sophie Collard.

S.A.



Anne-Sophie Collard

« Nos étudiants vont peut-être amener des pratiques nouvelles dans les entreprises, en phase avec l'évolution du monde professionnel d'aujourd'hui »

Un tout nouveau programme pour les cours d'information et communication

Dès la rentrée 2017-2018, le programme des trois années de bac en information et communication sera encore plus attractif. « Nous voulons ouvrir nos étudiants à l'évolution des médias, sur les nouvelles manières de communiquer: le numérique, les médias participatifs, l'audiovisuel », explique Anne-Sophie Collard, directrice du Département des sciences politiques, sociales et de la communication. Le programme prévoit notamment un cours sur les médias interactifs et participatifs en bloc 1 (le transmédia, les jeux vidéo), un autre sur les identités numériques en bloc 3, un programme d'échange Erasmus en dernière année, des ateliers d'écriture communicationnelle (presse, web, audiovisuel). Les cours de mathématique sont totalement supprimés du programme, et plusieurs options sont proposées en deuxième année: journalisme et médias d'information, communication des organisations, et culture et audiovisuel. Le programme prévoira enfin davantage de cours en anglais et un jury de stage multilingue avec des professionnels.



© Iev Dalgachov

UNE ONG AU CŒUR DU CAMPUS : trois moyens d'action pour s'engager

Poursuivre des études supérieures ou s'engager dans un projet citoyen, au Nord ou au Sud ? De nombreux jeunes à la sortie des études secondaires se sont sans doute déjà retrouvés face à ce choix : nourrir leur ambition professionnelle en entamant une formation ou répondre à un désir ou à un besoin de s'impliquer dans la vie associative. Deux perspectives qui en réalité peuvent coïncider, grâce à la FUCID (Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement), l'ONG de l'Université de Namur. Sa mission ? Sensibiliser au développement durable, aux droits humains ou encore aux relations Nord-Sud pour plus de citoyenneté mondiale et solidaire. Focus sur trois moyens d'action, parmi d'autres, mis en place par la FUCID pour devenir un étudiant « acteur et citoyen responsable ».



1

Devenir « bénévole FUCID »

Que ce soit pour quelques heures ou de manière plus régulière, tout étudiant de l'enseignement supérieur namurois peut devenir « bénévole FUCID ». « Cela signifie principalement être impliqué dans les actions de mobilisation, assurer un appui à nos activités, nous faire connaître auprès des autres étudiants », explique Natalie Rigaux, directrice de la FUCID. Les contours de cet engagement sont totalement définis par l'étudiant. « Avec l'aide des chargés de projets de la FUCID, les étudiants vont décider de la manière dont ils ont envie de s'engager et quelle forme donner à leur engagement », poursuit Natalie Rigaux. Cette année, les étudiants bénévoles de la FUCID tenaient, par exemple, lors de la Fête de l'Université, un « bar alternatif » proposant des bières bios et issues de brasseries locales pour sensibiliser aux réalités du secteur brassicole dominé par quelques grosses multinationales, et plus largement à l'évasion fiscale. Plus tôt dans l'année, c'est à une bourse aux vêtements usagés qu'ils conviaient la communauté universitaire. Objectif ? Susciter la réflexion sur les enjeux « Nord-Sud » du commerce textile. Dans un cas comme dans l'autre, ces événements peuvent aider les étudiants à mieux comprendre l'impact de leurs choix citoyens, et donc à devenir davantage solidaires avec les plus précarisés, au Nord comme au Sud.



le programme se veut le plus éclectique possible, susceptible donc d'intéresser différents publics. Au cours des derniers mois, le débat a par exemple porté sur la montée des populismes en Europe, sur le racisme anti-noirs, sur la question du genre dans l'économie sociale, sur la « mode » vegan, ou encore sur le modèle de la décroissance opposé à celui de la croissance. « Pour chaque Midi, nous invitons un ou plusieurs experts, acteurs, témoins de la thématique évoquée. Il ne s'agit pas d'une conférence proprement dite, mais plutôt d'un moment de rencontres et d'échanges. Avec la volonté, à l'issue du Midi, de donner l'envie d'en savoir davantage sur le sujet abordé », précise Rita Rixen, directrice adjointe de la FUCID.

3

Vivre un stage solidaire

C'est une nouveauté que la FUCID proposera dès janvier 2018 : donner la possibilité à des étudiants d'effectuer le stage prévu dans leur cursus, soit dans un pays du Sud, soit au « Nord », donc chez nous, dans le milieu associatif, ou d'autres secteurs aux préoccupations éthiques et citoyennes. « On pourrait par exemple imaginer qu'un étudiant en gestion parte faire son stage dans une coopérative de paysans dans un pays du Sud », détaille Natalie Rigaux. Un stage qui sera encadré, en amont et en aval, par la FUCID. Les étudiants, avant d'effectuer leur stage, seront ainsi sensibilisés par la FUCID aux enjeux « Nord-Sud » et il leur sera proposé, à leur retour, un débriefing de leur expérience. De quoi donner une autre dimension à leur formation académique.

Noëlle Joris

2

Débattre des questions de société

Le rendez-vous est donné chaque jeudi, durant le temps de midi, à l'ensemble de la communauté universitaire et à tout autre citoyen intéressé, autour d'un bol de soupe et de bon pain. « Les Midis de la FUCID » proposent ainsi un échange convivial autour d'un thème « citoyen ». Politique, économie, développement durable, santé, éducation :

LA FUCID, UNE PORTE OUVERTE SUR LE MONDE

La FUCID offre chaque année un riche programme d'actions de sensibilisation et de mobilisation pour plus de citoyenneté mondiale et solidaire. Outre les Midis de la FUCID et les activités organisées par les étudiants bénévoles (lire par ailleurs), elle propose très régulièrement des conférences, participe à la campagne interuniversitaire « Campus Plein Sud » (tout le mois de mars), ou encore assure une permanence chaque midi au cours de laquelle chacun peut venir faire part de ses projets, poser ses questions ou demander un encadrement pour un travail en lien avec les thématiques de l'ONG. Les professeurs y trouvent également un outil intéressant, que ce soit à travers les animations que la FUCID propose dans le cadre des cours ou des « cours métis », cours à l'occasion desquels un intervenant du Sud est convié à donner son point de vue sur la matière. Ils peuvent également décider de parrainer un « MIDI » de la FUCID pour



intégrer un témoignage externe dans leur programme ou co-organiser un ciné-forum en soirée. Une pédagogie alternative pour un apprentissage davantage tourné vers la citoyenneté solidaire. Enfin, la FUCID met sur pied et anime des groupes de travail dédiés à l'analyse collective de questions de société, au départ de réalités de terrain. Ainsi, des personnes aux profils très différents (étudiants,

demandeurs d'asile, professionnels, partenaires associatifs...) se mettent-elles en projet pour construire des savoirs orientés vers la transformation sociale. À titre d'exemple, la FUCID a rassemblé des étudiants de médecine et des personnes issues de l'immigration pour créer collectivement une pièce de théâtre sur l'interculturalité dans le secteur médical. Les comédiens interpellent par la suite les autorités académiques pour revendiquer une meilleure intégration de l'interculturalité dans le cursus des futurs soignants.

Une porte ouverte sur le monde que chaque étudiant, professeur, chercheur, membre du personnel de l'UNamur et des hautes écoles, mais aussi tout citoyen, peut venir pousser à sa guise.

Plus d'infos :
www.fucid.be

Maxime Prévot, Bourgmestre de Namur
et Vice-Président du Gouvernement wallon

L'UNamur... Capitale!

◆ **Maxime Prévot est Bourgmestre de Namur et Vice-Président du Gouvernement wallon, mais il est aussi un ancien de l'UNamur. Il compte sur son Université et son Université peut compter sur lui.** ◆

Omalius: En quoi l'UNamur est-elle un atout pour la Ville de Namur ?

Maxime Prévot: C'est indéniablement une grande chance pour Namur d'abriter une Université et des Hautes écoles, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que, plus que jamais, ce qui détermine la force et l'intelligence d'un territoire, ce ne sont plus les matières premières comme auparavant. Le charbon, le fer, l'acier ont été remplacés, en termes de levier de développement, par la matière grise. Désormais, ce sont l'éducation, les filières qualifiantes jusqu'au parcours universitaire, les pôles d'excellence qui renforcent le tissu économique namurois et accompagnent le développement de nouveaux services aux citoyens. Ensuite, disposer d'une université crédibilise le statut de capitale de Namur. C'est un motif de fierté pour notre Ville et donc aussi un devoir pour elle d'en favoriser son rayonnement, tout en veillant à une bonne cohabitation entre l'Université et la population.

O.: Quels partenariats voudriez-vous développer ou créer avec l'Université ?

M.P.: Depuis dix ans, un véritable dialogue existe entre les autorités de l'Université et celles de la Ville. Cela nous a permis de développer de nombreux partenariats « win-win » dans des domaines aussi variés que la mobilité,

le handicap, l'innovation, la santé ou encore le volet Smart City. Toutes ces collaborations visent à une meilleure articulation entre la vie de la cité et celle de l'Université.

Je pense à deux exemples concrets.

La Ville soutient tout d'abord la nouvelle zone d'activités économiques de Bouge dédiée à la santé car c'est un volet d'expertise important du Pôle Académique Namurois et c'est aussi une opportunité en termes de services pour la population.

Autre exemple, la contribution majeure de l'UNamur, parfois trop discrète sur son excellence, dans le dossier Smart City. L'Université peut être un adjuvant extraordinaire dans cette dynamique.

O.: Avez-vous des contacts réguliers avec le recteur de l'UNamur ?

M.P.: Oui, ils sont très réguliers. Nous nous voyons plusieurs fois par mois, soit lors de rencontres bilatérales, soit lors de réunions plus larges. C'est important de se tenir

au courant de nos préoccupations respectives. De mon côté, comme Bourgmestre et comme Ministre, je suis à l'écoute de l'UNamur et sensible à son devenir. On sait qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles les enjeux ne

sont pas neutres. On sait aussi que le paysage est mouvant, et on aurait tort de croire que la place de l'UNamur est « acquise ». Elle doit, par exemple, obtenir de nouvelles accréditations pour consolider son rôle essentiel dans son Hinterland. L'Université évolue dans un monde concurrentiel avec des amis et des ennemis, et il faut rester vigilant et déterminé pour défendre sa spécificité. C'est ma posture.

O.: La Ville fait-elle appel à des experts de l'Université pour des dossiers particuliers ?

M.P.: Nous intégrons pas mal de professeurs dans des jurys. Ainsi, le professeur Annick Castiaux a participé au jury international concernant l'aménagement du Grognon. C'est aussi avec des professeurs ou des cadres de l'Université que nous préparons le Salon de l'innovation et que nous évoquons la problématique des parkings, ou encore de l'accueil des étudiants dans les infrastructures sportives. Cela dit, c'est davantage au niveau de la Région que nous faisons appel aux experts de l'Université. Ce fut le cas récemment pour une étude visant à identifier les poches de discrimination à l'égard des familles monoparentales.

O.: Comment l'Université est-elle perçue par les habitants de la Ville ?

M.P.: Avec fierté, je le crois, et avec... indifférence, je le crains. Avec fierté, car chacun comprend que l'Université est un atout pour la ville et son attractivité, et qu'en outre, en termes de formation, c'est une chance d'avoir chez nous, et pas à cent kilomètres, une telle offre de cursus. Avec indifférence, car les Namurois sont tellement habitués à la présence de l'Université qu'ils ne la remarquent plus forcément. Pourtant, le campus est pleinement dans la ville et joue son rôle dans le brassage intergénérationnel de la cité. Et si certains ont parfois le sentiment que le campus est moins « fun » que celui de Louvain-la-Neuve, c'est qu'ils ne connaissent pas les « bonnes adresses » (rires).

O.: En tant qu'Ancien, avez-vous un souvenir en particulier ?

M.P.: Des souvenirs, j'en ai... à la pelle! Je me souviens notamment avoir lancé avec quelques amis la première édition de « l'Arsenal en campagne » qui visait à promouvoir via les régionales les produits locaux comme le maitrank, quelques bières, quelques cochonnailles... Rien que du bon, mais parfois lourd à digérer quand on faisait un peu trop de mélanges! Et puis bien sûr, il y a Yves Pouillet qui a été mon professeur en Droit et Gestion des Technologies de l'Information et de la Communication. Je n'aurais jamais imaginé que nous nous recroiserions un jour, lui comme recteur et moi comme bourgmestre!

O.: En tant que Bourgmestre, que souhaitez-vous pour l'UNamur dans les prochaines années ?

M.P.: Je souhaite que l'Université se renforce dans le paysage universitaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qu'elle ne subisse pas les initiatives des autres acteurs, qu'elle reste maître de son destin, chérissant son autonomie, en étant parfois un peu moins humble et en osant affirmer ses forces et ses atouts. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle ne doit pas s'inscrire dans un ensemble plus vaste qui viendrait la renforcer.

Propos recueillis par
Olivier Hostens



« PROFS-ÉTUDIANTS » CHEZ LES VÉTÉRINAIRES

Depuis trois ans, le Département de médecine vétérinaire de l'Université de Namur propose un cours à la pédagogie particulièrement atypique et innovante. « Équipe en clinique » est ainsi un cours à la fois multidisciplinaire et « intergénérationnel ». Les étudiants des trois années de bac s'y retrouvent pour travailler ensemble sur une situation clinique donnée par les professeurs. Un bel exemple de pratique collaborative visant le partage des connaissances et l'entraide, dans un contexte où le concours organisé en fin de première année pourrait favoriser un certain individualisme.

Étudier des cas de boiteries chez le chien et le cheval. C'est sur cette thématique que les étudiants de baccalauréat en médecine vétérinaire se sont penchés tout au long du second quadrimestre dans le cadre de leur cours « Équipe en clinique ».

Un cours au fonctionnement bien particulier. « Il est commun aux trois années de Bac » explique Nathalie Kirschvink, directrice du Département de médecine vétérinaire de l'UNamur. « Les étudiants sont répartis en petits groupes dans lesquels se retrouvent donc des bloc 1, des bloc 2 et des bloc 3. Ils doivent travailler ensemble sur une situation clinique bien précise: la boiterie chez le chien et le cheval. Les étudiants doivent apprendre à déterminer son origine, son intensité, le traitement qu'il faudra appliquer, etc. », poursuit-elle. Une analyse multidisciplinaire puisqu'elle se fait sous différentes approches: anatomique, radiologique, ou encore histologique (étude des tissus). Les exigences de connaissances fixées par les professeurs sont adaptées à l'année dans laquelle se trouve l'étudiant. « Les bloc 1 vont par exemple se limiter, dans l'approche radiologique, aux tissus osseux. Les bloc 2 aux muscles et aux tendons. Et les bloc 3 aux vaisseaux sanguins et aux nerfs », précise Nathalie Kirschvink. Une fois par semaine, les étudiants se réunissent pour travailler ensemble sur le cas clinique qui leur est soumis. Et toutes les deux semaines, ils présentent leurs avancements au professeur, qui joue alors ici davantage un rôle de coach en les orientant vers les pistes à explorer.

Ce cours repose donc sur un apprentissage collaboratif: grâce aux échanges entre les étudiants, les connaissances sont assimilées. Les avantages d'une telle pédagogie sont multiples selon Nathalie Kirschvink. « Tout d'abord cela donne aux étudiants une motivation pour travailler ensemble. Nous sommes dans un système où ils travaillent de manière assez isolée. C'est d'autant plus vrai qu'avec le concours fixé en fin de première année, un certain individualisme voire une certaine compétition peut s'installer chez les étudiants en médecine vétérinaire. Avec ce cours, on crée une interface pour qu'ils collaborent entre eux ». Autre aspect développé par ce cours: l'auto-apprentissage. « On veut montrer à l'étudiant que pour acquérir un savoir, il ne suffit pas d'écouter ou de lire un message qui est délivré, mais qu'il y a un travail à réaliser soi-même pour arriver à cet apprentissage. On veut donc rendre l'étudiant acteur de sa formation », poursuit Nathalie Kirschvink.



Apprendre à communiquer, à vulgariser

Enfin, à travers ce cours, l'étudiant apprend à partager ses connaissances et à enseigner aux pairs et aux plus jeunes. Au fur et à mesure de sa progression dans le cursus, l'étudiant passe ainsi du rôle d'apprenant à celui d'enseignant au sein

de son équipe. « Cela apprend à l'étudiant à communiquer, à trouver sa place dans un groupe, à vulgariser. Autant de choses que l'on n'enseigne pas forcément dans un cours classique ».

Mise en place depuis trois ans, l'expérience semble séduire les étudiants. « Honnêtement, la matière me paraît moins compliquée que lorsque c'est un professeur qui nous l'enseigne. Peut-être parce qu'un étudiant nous l'explique de manière plus simple, dans un langage plus adapté au nôtre. De plus, c'est très enrichissant d'avoir un contact avec les étudiants des années au-dessus de nous: ils peuvent nous donner de bons conseils pour nos cours et nos examens », se réjouit une étudiante de bloc 1. « Ce qui est intéressant dans ce cours, c'est que nous sommes dans le concret. Et on prend en quelque sorte le rôle du professeur: cela nous force notamment à être bien organisé », confie Laurentin Duriez, étudiant en bloc 3. « Au moins, tu sais que si tu n'es pas capable d'expliquer quelque chose aux bloc 1, cela veut dire que tu dois aller revoir ta matière. C'est un très bon exercice », concluent Sarah et Estelle, étudiantes en bloc 2.

N.J.

Une ferme didactique pour des exercices « grandeur nature »

À Namur, le Département de médecine vétérinaire est réputé pour sa pédagogie innovante qui place l'étudiant au cœur de la pratique du métier de vétérinaire. Il est pour cela doté, d'un outil pédagogique hors du commun: une ferme didactique située à quelques kilomètres de l'Université, à Faulx-les-Tombes (Gesves), dans les campagnes namuroises. Dès la première année de cours, l'étudiant a donc un contact direct avec l'animal. Dans la ferme d'Haugimont, ils ont la possibilité d'observer, de manipuler, de soigner différentes espèces animales: chevaux, chiens, moutons, et vaches. « Les étudiants peuvent venir librement à la ferme, explique Nathalie Kirschvink. Ils peuvent par exemple assister aux agnelages, prodiguer des soins aux nouveau-nés ou encore assister au suivi d'un grand troupeau. Parallèlement à cela, en première année, ils ont l'obligation de passer l'équivalent d'une journée à la ferme ». Ensuite, ce système évolue crescendo en deuxième et troisième années avec de plus en plus d'activités organisées à la ferme, avec quelques heures de travaux pratiques au programme.



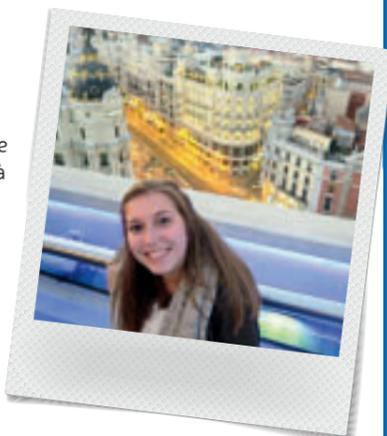
Destination « ailleurs » dès le bac

Apprendre une nouvelle langue. Découvrir une nouvelle culture, notamment d'enseignement. Faire de nouvelles rencontres. Enrichir sa formation. Voilà quelques-unes des motivations qui poussent les étudiants à effectuer une partie de leur cursus dans un pays étranger. Une expérience soutenue par l'Université de Namur par le biais de différents programmes d'échange pour étudiants, que ce soit pour suivre des cours ou pour réaliser un stage. L'institution maintient ainsi plus de 120 partenariats qui permettent un échange d'étudiants, aussi bien en Europe qu'aux quatre coins du monde. Mais si ces programmes d'échange sont généralement proposés en master, l'Université donne également cette opportunité à certains étudiants de bac. C'est le cas dans les filières de romanes, de langues germaniques, de sciences (en physique, chimie, biologie et math), de gestion et de sciences éco. Témoignages de trois étudiantes de bac fraîchement revenues de leurs voyages à l'étranger effectués d'août à décembre 2016.

N.J.

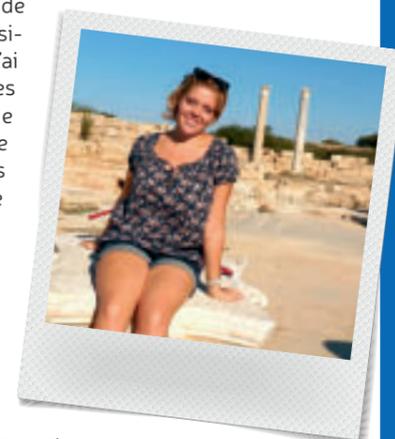
Laure Bouillon, étudiante en bloc 3 en éco-gestion

« Je suis partie étudier en Espagne, à l'Université Carlos III de Madrid (UC3M). À la base, je ne voulais pas partir étudier à l'étranger. Je me plaisais trop à Namur et l'idée de partir ne m'attirait pas plus que ça. Mais comme j'avais la moyenne requise, mon entourage m'a quand même convaincue de rendre mon dossier et quand j'ai appris que j'étais acceptée, j'étais tellement contente que je n'ai plus eu aucun doute. Maintenant, je réalise que c'était une opportunité à saisir, sans aucune hésitation. Globalement, je n'ai pas eu de difficultés pour m'adapter à ce nouvel environnement. Les gens ont été super chouettes et accueillants. Madrid est peuplée de milliers d'Erasmus, donc c'est comme une grande famille. Au début, suivre les cours en anglais était un peu compliqué mais je me suis vite adaptée même si certains cours m'ont donné du fil à retordre. Je ne retiens que du positif de cette expérience. Partir à l'étranger n'amène que de belles choses: des rencontres, des découvertes, une ouverture d'esprit, l'apprentissage d'une langue... Ça m'a fait prendre conscience à quel point sortir de sa zone de confort peut mener à des expériences incroyables, dont on se souvient pendant toute une vie. Et sur un CV, l'Erasmus est vu comme une bonne chose, tout comme la maîtrise de langues étrangères est un atout essentiel pour trouver un job à la sortie de nos études. En master 2, j'ai à nouveau l'opportunité de partir. J'aimerais aller en Asie. Mon rêve serait la Nouvelle-Zélande, mais je n'ai pas connaissance de partenariat avec ce pays-là ».



Laura Vermeerbergen, étudiante en bloc 3 en romanes

« Je suis partie à l'Université de Chypre (University of Cyprus), située dans la capitale: Nicosie. Si j'ai décidé de partir étudier quelques mois à l'étranger, c'est parce que j'aime voyager de manière générale. Je pense que si nous sommes nés à un endroit, ce n'est pas pour autant que nous devons y rester toute notre vie. Je pense que le monde est plein de choses à découvrir et que le voyage permet aussi de se découvrir soi-même. De plus, cet Erasmus m'a permis de faire le point sur ce que je voulais faire. Cela m'a permis de "tester" le master que j'allais peut-être choisir. Les débuts n'ont pas été faciles: c'était la première fois que je me retrouvais déracinée de tout ce que j'aimais. Le choc est difficile quand on se rend compte qu'on sera seul pendant les mois à venir. Mais une fois la peur de l'inconnu passée, on découvre et on profite. Pour suivre les cours, par contre, pas de problème! Dans mon cas, les cours faisaient partie du département francophone (ne parlant pas le grec).



Camille Persoons, étudiante en bloc 3 en langues germaniques

« Je suis partie en Erasmus en Irlande, à Cork précisément, et j'ai suivi les cours à l'University College of Cork. L'Erasmus est prévu dans le cursus de bachelier en langues et littératures germaniques, j'ai donc profité de l'occasion. Étonnamment, je n'ai eu aucun problème à m'adapter mais le fait que je ne sois pas partie seule m'a aidée. Étant en orientation germanique, je n'ai pas eu de difficulté à suivre les cours. Cependant, certaines règles sont différentes en ce qui concerne les examens, mais je m'étais renseignée à l'avance. Le bilan est que c'était la plus belle expérience de ma vie, qui m'a fait grandir et mûrir, qui m'a appris à relativiser. Cette expérience m'aidera certainement: un Erasmus vous apprend à vivre avec les autres, à vous adapter rapidement à une autre culture, et ce sont des qualités recherchées par les employeurs de nos jours. J'aimerais certainement retenter l'expérience, peut-être hors Europe ».



L'enjeu de mon Erasmus n'était pas linguistique, bien que dans la vie de tous les jours, j'ai dû exercer mes notions d'anglais. Cette expérience m'a permis de me dépasser et de dépasser mes peurs. Sur le plan personnel, je me sens plus en adéquation avec moi-même, j'ai appris à mieux me connaître. Cela m'a permis d'avoir un peu plus confiance en moi. De plus, découvrir une autre culture, un autre pays, d'autres paysages est une expérience très enrichissante! Cela permet de voir le monde, ainsi que son propre pays, d'un autre point de vue. Sur le plan universitaire, je pense avoir un petit avantage dans le master que je vais entreprendre puisque j'ai eu quelques cours de didactique (bien que les normes soient différentes à Chypre et en Belgique). Et sur le plan professionnel, je pense que l'Erasmus est une preuve de l'adaptabilité de la personne, de l'expérience de la vie ailleurs et de la capacité à gérer l'inconnu. Tout cela peut être un plus pour l'employeur. Mais je ne sais pas si je retenterai l'expérience durant mon parcours universitaire parce que se réadapter après l'Erasmus est un vrai défi. Par contre, je rêve de partir après mes études dans un pays d'Amérique latine afin de perfectionner mon espagnol et de découvrir un peu plus le monde ».





© Benjamin Brolet

Les candis sont devenues des bacs

Septembre 2004: les Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix s'apprêtent à vivre une rentrée un peu particulière... La première placée sous le signe de « Bologne ». Quelques mois plus tôt, en mars 2004, le Parlement de la Communauté française a adopté la dernière mouture du décret dit « Bologne ». Préparé de longue date avec les recteurs d'universités et les directions de hautes écoles, et premier d'une série de décrets régissant l'ensemble de l'enseignement supérieur, il vise à faciliter la reconnaissance des diplômes et à favoriser ainsi la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs en Europe. Il aura de nombreux effets très concrets sur le terrain. L'un d'eux a plus particulièrement marqué le secteur: le remplacement des termes « candidature » et « licence » par ceux de « bachelier » et « master ». Un changement loin d'être purement sémantique...

Sil y a bien un homme qui a vécu de près cette transition, c'est l'Administrateur en charge de l'enseignement de l'époque: Pierre Devos. « Ce fut une transition naturelle qui a été effectuée avec beaucoup d'enthousiasme. Elle s'inscrivait en effet dans la prise de conscience d'une Europe interuniversitaire initiée par la « Déclaration de Bologne », déclaration commune de 20 ministres européens de l'éducation en juin 1999 », se souvient l'actuel président du RHENam (le Réseau des professeurs émérites et honoraires de l'UNamur). Le décret de Bologne souhaitait en effet harmoniser le système européen de l'enseignement supérieur, pour offrir aux étudiants une formation plus large grâce à une grande mobilité, déjà bien présente au niveau de la recherche. L'un des changements les plus notables fut sans conteste l'allongement du cursus de quatre à cinq ans: « De deux années de candidature et deux années de licence pour un grand nombre de cursus, nous passons à trois années de bachelier et deux années de master. Cela change beaucoup de choses », explique Pierre

l'apport de la biologie moléculaire. L'idée d'un diplôme de biologie en cinq ans à Namur ne s'est pas imposée sans mal à l'époque. Mais cela montre qu'il y avait une volonté de dépasser les limites constatées dans certaines formations et qu'il y avait du potentiel pour les allonger ». Reste qu'en bachelier, le passage de deux années à trois a nécessité la mobilisation de nombreuses personnes sur le terrain, au sein des différents départements. La distribution des matières a été repensée. L'allongement des cursus a permis d'introduire de nouvelles formations en bac 3, et de dégager de la place pour des séjours dans d'autres pays européens, essentiellement en master. Le changement n'a donc pas été qu'esthétique. Qui dit allongement des programmes dit accroissement des équipes. « Plusieurs nouveaux enseignants ont été embauchés à cette occasion! ».

Des changements très concrets

Si dans le reste de l'enseignement supérieur, Bologne ne fait pas que des heureux, c'est loin d'être le cas à Namur. « Vu que le changement concernait surtout les candidatures (nos diplômes principaux), Bologne a plutôt été synonyme pour nous d'une augmentation significative du nombre d'étudiants, puisque l'enseignement se faisait désormais sur trois années plutôt que deux », explique Pierre Devos qui nuance toutefois: « Il a fallu se battre d'ailleurs, parce que certains voulaient maintenir deux années à Namur, imposant aux étudiants de partir terminer leur bachelier ailleurs. Nous avons bataillé pour proposer un cycle complet! ». Ce changement a aussi nécessité un travail d'explication à destination des familles, qui allaient devoir financer désormais cinq années plutôt que quatre. « Il a fallu les rassurer, et leur expliquer ce que les nouveaux termes signifiaient concrètement ». Une tâche dévolue notamment à Bertrand Willocq, conseiller d'orientation au sein du Service Info-études: « Du jour au lendemain, la terminologie a changé. Nous avons longuement expliqué ce changement lors des séances d'information aux étudiants. Ils ne savaient pas ce que les termes bachelier et master signifiaient ni à quoi ils correspondaient ». Cela peut paraître étonnant, mais treize ans après le décret Bologne, ce même travail d'explication est encore réalisé, à destination des parents des futurs étudiants! « Ceux-ci ont connu l'époque des candidatures et des licences. En quittant l'université, ils ont suivi l'intégration du décret de loin et entendent parler de bac et de master sans trop comprendre ce qu'ils veulent dire concrètement. C'est pourquoi nous réalisons encore aujourd'hui ce travail de



Les programmes de cours proposés aux étudiants namurois en septembre 2004, suite à l'application du décret Bologne

vulgarisation », ajoute Bertrand Willocq. Notons d'ailleurs que pour la rentrée académique 2004-2005, la toute première sous l'ère de Bologne, l'ensemble des brochures de programmes de cours et des flyers d'information ainsi que tout le visuel de l'enseignement ont été remplacés au sein de l'Institution, un fameux boulot.

Pas une révolution, mais une transition

Aujourd'hui, treize années se sont écoulées, l'occasion de dresser un bilan de l'intégration de ce décret dans le paysage de l'enseignement supérieur: « Parmi les points forts, je retiens la plus grande mobilité des étudiants et des professeurs. Avant Bologne, nous l'organisons de manière intuitive avec des universités partenaires. Le système ECTS (le système européen de transfert et d'accumulation de crédits ou European Credits Transfer System en anglais, NDLR) a grandement facilité les choses en faisant en sorte que toutes les universités européennes reconnaissent les crédits acquis par les étudiants », explique Pierre Devos. Un avantage indéniable pour l'enseignement et la recherche, qui ont pu en profiter largement et s'enrichir. « À l'heure des nationalismes grandissants, nous nous trouvons aujourd'hui, grâce à Bologne, dans un contexte plus ouvert. C'est un avantage indéniable pour notre jeunesse qui peut dès lors découvrir d'autres cultures. C'est un bond en avant énorme! » conclut-il.

S.A.



Pierre Devos

“Grâce à Bologne, nous nous trouvons aujourd'hui dans un contexte plus ouvert. C'est un avantage indéniable pour notre jeunesse”

Devos, « d'autant plus avec le poids que prenaient désormais les bacheliers. Ceux-ci devenaient professionnalisants, ce qui n'était pas du tout le cas à l'époque des candidatures! ».

Namur, précurseur dans l'allongement des formations

La conséquence de cet accroissement de curriculum a un effet direct sur les Facultés: celles-ci ne proposent, avant Bologne, qu'une majorité de candidatures et peu de licences (chacun de ces cycles étant organisé sur deux ans). Passer au nouveau système signifie qu'il faut remanier les programmes de cours. Un tel allongement était toutefois déjà dans l'air dans l'Institution. « Nous avons constaté, au sein du Département de biologie, que le programme encore trop descriptif de l'époque ne nous convenait plus. Nous voulions proposer une année supplémentaire pour développer l'aspect explicatif avec

#UNamur

Pour en savoir plus :
<http://nouvelles.unamur.be>



Publication dans *Nature Communications*



Comment améliorer la capacité des batteries ? En s'inspirant des feuilles d'arbres ! La nature, quand on sait s'en inspirer adéquatement, peut rendre bien des services...

Une recherche internationale dirigée par Bao-Lian Su, professeur au Département de chimie de l'UNamur, vient encore de le prouver. Bao-Lian Su a élaboré, avec sept collègues provenant de plusieurs autres universités, des matériaux bio-inspirés pouvant améliorer certaines fonctions bien précises, comme par exemple la capacité des batteries au lithium.

L'UNamur renforce sa collaboration avec la Banque Européenne d'Investissement

La BEI et l'UNamur ont décidé de développer leur coopération dans des domaines comme la recherche académique, la transmission de connaissances par l'enseignement, l'organisation de stages et de conférences. L'objectif est d'exploiter au maximum le potentiel créé par les synergies entre les deux institutions au profit des étudiants, des académiques, et des chercheurs. À cette fin, Francisco de Paula Coelho, Doyen de l'Institut BEI, et la directrice académique des relations internationales de l'UNamur, Annick Castiaux, ont signé une convention d'accord, au siège de la BEI, à Luxembourg, le 28 avril 2017.

Opération UNamur International with CBC Banque

Acteur majeur du redéploiement économique wallon, CBC Banque partage avec l'Université de Namur son action volontariste au profit du développement de sa région. Depuis 2016, elle s'associe à notre institution à travers l'Opération « UNamur International », qui a pour objectif de permettre aux étudiants namurois d'effectuer un séjour de cours ou de stage en dehors des frontières de l'Europe.

Isabelle Parmentier, membre de l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences



Professeure d'Histoire des temps modernes à l'Université de Namur, et directrice du Pôle de l'histoire et de sociologie environnementales (PolleN), Isabelle Parmentier vient d'être élue membre correspondant à l'Académie Internationale d'Histoire des Sciences. Celle-ci compte dix-sept membres belges. Les membres sont choisis sur la base de leur œuvre scientifique, et l'Académie a souhaité inclure à ses travaux la dimension de l'histoire de l'environnement, raison pour laquelle elle s'est tournée vers Isabelle Parmentier.

Thierry Braspenning-Balzacq à la London School of Economics and Political Science



Thierry Braspenning-Balzacq, professeur au sein de la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion, responsable de la Chaire Francqui en politique de sécurité et par ailleurs commentateur des dernières élections présidentielles françaises sur les chaînes du groupe RTL Belgium, vient d'être nommé

professeur invité auprès de la *London School of Economics and Political Science*. Il y sera chargé de contribuer aux réflexions stratégiques concernant la formation des étudiants de master dans les questions de sécurité et de diplomatie au sein de l'Institute of Public Affairs.

L'UNamur, 1^{re} université belge dans le ranking des employeurs les plus attractifs!

Comme chaque année depuis plus de 15 ans, la firme Randstad établit un classement des employeurs les plus attractifs du pays. Cette année, l'Université de Namur arrive, une fois encore, en tête de l'enquête de Randstad pour le secteur non-marchand. Elle se situe à la 10^e place au classement général (toutes entreprises confondues), entre Tesla, la célèbre marque automobile de voiture électrique haut de gamme, et l'entreprise pharmaceutique GSK.

PARUTIONS DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE NAMUR



« *Études et bibliographies d'histoire environnementale. Belgique, Nord de la France, Afrique centrale* »

Isabelle Parmentier (direction éditoriale)

« Enjeux n°91 »

(revue de formation continuée et de didactique en français).

« *L'Union européenne – 4^e édition. Introduction à l'étude de l'ordre juridique et des institutions de l'Union* », Louis Le Hardÿ de Beaulieu.

« *Chronique géologique de la Province de Namur. Patrimoine géologique et pédologique. 500 millions d'années de façonnement du paysage* », Vincent Hallet, Samantha Rekk, Flore Schmit.

« *Route van de vallei van de Orneau* », Vincent Hallet (coordination éditoriale).

« *De wandeling van Profondeville* », Vincent Hallet (coordination éditoriale).

En savoir plus :

 www.pun.be

AUTRES PARUTIONS

« *Manuel du bipolaire* », Martin Deseilles, Nader Perroud, Bernadette Grosjean, Éditions Eyrolles.

« *Manuel de droit pénal général* », 3^e éd., Nathalie Colette-Basiecz et Noémie Blaise, Anthemis.

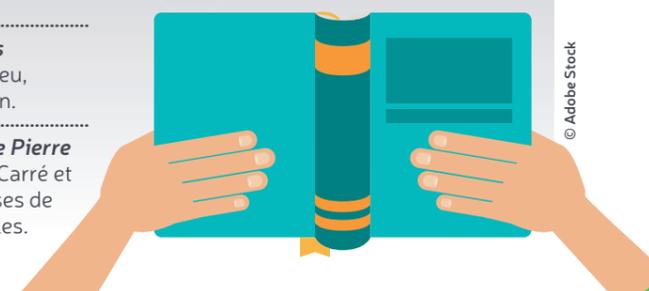
« *Nos jeunes à l'ère du numérique* », Annabelle Klein, Éditions Academia-L'Harmattan.

« *Point de silence : perspectives philosophiques* », Nicolas Monseu, Presses universitaires de Louvain.

« *Utopie et quotidien. Autour de Pierre Macherey* », Peggy Avez, Louis Carré et Sébastien Laoureux (éds.), Presses de l'Université Saint-Louis - Bruxelles.

« *Language, Culture and Curriculum, Vol. 29, Nr. 3* », Gorter, Durk and Jeroen Darquennes (eds.), Routledge, Londres

« *La standardisation des langues: théorie et pratique* », Wright, Sue, Pia Lane, Unn Røyndland, Ulrich Ammon & Jeroen Darquennes (eds.), De Gruyter, Berlin-Boston.



Quentin Warlop

Un talent du Journal Télévisé de la RTBF

À 9 ans, Quentin Warlop savait déjà qu'il serait journaliste. Dès la fin de son master, il rejoint la RTBF et devient, à 30 ans à peine, une des figures incontournables du JT. Attentats de Bruxelles et de Paris, procès d'assises, visite de Barack Obama à Waregem ou encore matchs de foot et courses cyclistes... Il a couvert tous ces événements sur le terrain. Pour nous, Quentin Warlop revient sur ses études à Namur et partage sa vision du journalisme en 2017.

Omalius: Pourquoi avoir choisi Namur pour vos études universitaires, étant originaire de Celles (près de Tournai)?

Quentin Warlop: À la sortie du secondaire, j'avais plusieurs choix: soit c'était Bruxelles, soit Louvain-la-Neuve, soit Namur. On m'avait dit que l'Université de Namur était une université familiale, et comme je suis quelqu'un de basé sur l'humain et les rapports entre les personnes, je me suis dit que ce serait un bon compromis. J'en ai discuté avec mon frère jumeau (Thibault, bachelier en médecine, promo 2008, NDLR) qui a choisi Namur pour faire médecine et on s'est dit: pourquoi ne pas tenter l'Université de Namur à deux? Et cela a très bien fonctionné, puisque lui est médecin et moi maintenant journaliste. Ce n'était pas mal de faire trois années dans une ville, puis de changer: j'ai fait trois ans à Namur, puis un an à Louvain-la-Neuve et un an à Leuven.

O.: Dès le départ, souhaitiez-vous devenir journaliste?

Q.W.: Depuis que j'ai l'âge de neuf ans, je veux être journaliste. Au départ, je voulais devenir journaliste sportif. Quand j'ai débuté à l'Université de Namur, j'étais dans l'équipe cycliste Lotto. L'idée était de tenter de faire une carrière sportive en même temps, mais j'ai finalement dû faire un choix. J'ai laissé tomber la compétition pour m'orienter vers le journalisme. Quand j'étais en deuxième année, Rodrigo Beenkens, le « Monsieur Vélo » de la RTBF (qui est aussi un ancien de l'UNamur: candidat en droit, promo 1985, NDLR), avait besoin d'un assistant. J'ai eu l'occasion de faire un stage à la rédaction sport de la RTBF dans le cadre de mon bac à Namur. Cela s'est très bien passé et j'ai intégré la Cellule Sport. Quand un journaliste a été malade, j'ai proposé de le remplacer, et la semaine suivante, j'avais une pige en tant que journaliste et non plus en tant qu'assistant.

O.: Qu'est-ce qui vous a le plus marqué à Namur? Une expérience, un professeur, un assistant?

Q.W.: J'ai un nom en tête: Sandro Faes. Il était assistant du professeur Annabelle Klein et il nous a vraiment accompagnés durant nos trois années de bac à Namur. Il était là pour donner confiance aux étudiants inscrits en sciences po et en information et communication. Je sortais de six années en latin-langues et je ne m'attendais pas à tomber dans une option somme toute assez économique, avec des statistiques, au milieu de personnes qui avaient souvent déjà fait six ans d'économie. J'ai dû prendre des cours particuliers le week-end, car je voulais me donner une chance. Je me suis accroché et cela a fonctionné, et c'est aussi en partie grâce à Sandro. Dans ses cours, il donnait vraiment l'envie de vouloir faire ce métier, qu'il exerçait par ailleurs: il travaillait pour le journal Le Soir et nous a fait partager son expérience, nous a donné quelques clés de compréhension et d'action, et personnellement, cela m'a vraiment aidé. Il est maintenant entré à la RTBF pour le site info. C'est aujourd'hui un ami.

O.: Pouvoir faire des stages dès la deuxième année de bac, c'est vraiment un plus?

Q.W.: Oui! Il n'y a pas meilleur CV qu'un stage réussi. Je le vois à la rédaction: les gens qui passent un stage et se font repérer restent chez nous sur le long terme. On demande à un journaliste d'avoir une réflexion, une action sur le terrain, une voix, une patte, une écriture, une efficacité... Et un stage est un premier pas dans le monde actif.

O.: Quelles sont, selon vous, les meilleures qualités d'un journaliste aujourd'hui?

Q.W.: La rigueur, la curiosité et la réactivité. Ce sont trois qualités indispensables pour prestre au journal télévisé.

O.: Comment rester neutre face à une actualité parfois très difficile humainement?

Q.W.: Quand je parlais de rigueur, c'est cela: il faut être rigoureux, précis. Il y a des choses dramatiques qui se passent, mais il faut « faire le métier » en laissant, dans un premier temps, ses émotions de côté. J'ai couvert tous les attentats sur le terrain et quand on rencontre des gens qui nous racontent malheureusement ce qui s'est passé, on n'est pas insensible bien sûr, mais il faut garder ses distances. On peut avoir de l'empathie, mais cela ne doit pas se ressentir dans les directs et les reportages.

O.: Comment les jeunes peuvent-ils bien s'informer aujourd'hui avec la multiplication des canaux d'information?

Q.W.: Les réseaux sociaux ont pris une place incroyable dans le milieu médiatique. Il y a aussi malheureusement de plus en plus de fake news. Je pense que les sites traditionnels doivent avoir une plus-value et rester des sites de référence crédibles. Si je prends le cas précis des attentats, la RTBF a créé une cellule « police-justice » avec deux figures visibles, Justine Katz en plateau et moi sur le terrain, et des personnes qui vérifient toutes les informations grâce à un carnet d'adresses incroyable. On ne diffuse aucune information sur antenne tant qu'elle n'a pas été vérifiée et confirmée deux fois. Certaines choses sont dites alors qu'elles sont totalement fausses. J'ai la fierté de dire qu'on ne s'est pas « plantés » une seule fois dans les informations qu'on a données sur les attentats. Rester crédible, c'est apporter cette plus-value par rapport à tous ces sites et canaux qui émanent de la toile, des réseaux sociaux, de Youtube...

O.: Beaucoup de jeunes débutent leurs études en communication en rêvant de devenir journaliste au journal télévisé. Quels conseils leur donneriez-vous, avec le recul de l'expérience?

Q.W.: Il faut avoir en tête les trois qualités dont je parlais: rigueur, curiosité, réactivité. Elles sont primordiales pour réussir. Si je peux donner un conseil, je dirais: ne pas avoir peur de viser haut. Quand j'étais à Namur, on avait tendance à se dire entre étudiants que nous allions seulement aller voir les télé locales pour faire notre stage. Moi, je n'ai pas hésité à demander à faire un stage à la RTBF. On m'a dit que je visais peut-être trop haut. Mais je préfère viser haut et redescendre par après si je n'ai pas le niveau plutôt que commencer en bas de l'échelle et tenter de la monter. S'il y a un bon conseil à donner, c'est celui-là: ne pas avoir peur de viser haut!

Propos recueillis par
Morgane Belin

Plus d'interviews et
de portraits d'anciens étudiants sur
www.unamur.be/anciens



“ Il ne faut pas avoir peur de viser haut! ”



© RTBF

OMALIUS



OMALIUS est le magazine de l'Université de Namur. Il est diffusé à 7000 exemplaires. Les articles ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite de l'auteur et avec la mention de la source. Certains titres sont de la rédaction.



IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

Rédaction

Sophie Arcq, Noëlle Joris.
Avec la participation de Morgane Belin

Service communication

Rue de Bruxelles 53 - 5000 Namur - Tél. 081 72 50 58

Abonnement et changement d'adresse

communication@unamur.be
Tél. 081 72 50 32

Graphisme et impression

MWP (Charleroi)

Comité de rédaction

Alice Bardiaux, Virginie Bourguignon, Simon Degand, Jean Delvaux, Marie-Aline Fauville, Marie Gevers, Esther Haineaux, Catherine Lambert, Claire Lobet-Maris (Présidente), Robert Queck et Laura Rizzerio.

Directeur de publication

Olivier Hostens

Éditeur responsable

Yves Pouillet, recteur de l'Université de Namur
(61 rue de Bruxelles - 5000 Namur)